

**Emilie BONNIVARD**

Députée de la Savoie  
Membre de la Commission des Finances  
Rapporteuse spéciale du Budget du Tourisme  
Conseillère régionale Auvergne-Rhône-Alpes

**Madame Elisabeth BORNE**  
**HOTEL DE MATIGNON**  
**57 rue de Varenne**  
**75700 PARIS**

Saint-Jean-de-Maurienne,  
Le 15 décembre 2022

EB/Isa/2022.241

Madame la Première Ministre,

En début d'année 2022, nous avons été informés, avec les élus de la Maurienne, du lancement d'une étude dite Zone spéciale Carrières (ZSC) en Maurienne. Cette démarche a été sollicitée par les Ministres de l'Economie et de la Transition écologique en 2021. Sur la forme, je vous avoue que la rapidité et le caractère non totalement transparent des choses, sur un sujet aussi sensible, nous sont apparus totalement inappropriés. Nous avons le sentiment d'avoir été totalement pris de court, avec à peine quelques mois, en outre en pleine période électorale, entre l'information de la ZSC (sans contenu) et l'annonce du lancement d'une concertation sur un projet déjà très abouti ! En effet, nous avons eu connaissance, grâce notamment aux recherches et au travail d'un groupe de citoyens, il y a seulement quelques jours, d'une étude déjà très avancée, avec un dossier de 240 pages, qui n'a été transmis à aucun élu...

Sur le fond maintenant : je sais que le sujet est complexe, et je n'ai jamais été dans une position consistant à m'opposer à tous les projets. Je me suis toujours efforcée de trouver un point d'équilibre entre d'une part enjeux économiques, de relocalisation, d'indépendance en matière de production de matériaux, et d'autre part exigences environnementales et efforts déjà acceptés par un territoire et ses habitants sur des projets d'envergure.

C'est parce que cet équilibre est déjà atteint en Maurienne que **je suis totalement opposée à cette ZSC**, qui conduirait à la possibilité de lancer de nouvelles carrières dans cette vallée, et je l'ai fait savoir en juin dernier aux garants chargés de mettre en œuvre la concertation qui n'a pas encore démarré officiellement.

Les raisons principales de mon opposition sont les suivantes.

... / ...

Nous avons déjà beaucoup de carrières en Maurienne, et notre territoire de montagne, particulièrement contraint en termes fonciers et d'habitat des populations (contraintes qui vont encore augmenter en raison de la loi dite Zéro Artificialisation nette), a déjà beaucoup contribué à l'effort national en la matière. J'estime, comme les élus de la vallée qui ont accepté de cosigner ce courrier, que nous avons atteint notre niveau maximum d'acceptation face à tout nouveau projet de carrière.

Certains périmètres considérables envisagés se trouvent en Haute-Maurienne, proche du Parc national de la Vanoise, des forts de l'Esseillon, etc. territoire vivant essentiellement grâce à son potentiel paysager et naturel, du tourisme et de l'agriculture. Il en va de même pour un autre nouveau site envisagé sur le secteur de Saint-Jean-de-Maurienne et de l'Arvan. Ces périmètres sont en outre très proches des habitations. **La beauté de notre nature sur ces secteurs est une valeur ajoutée nationale, pour tous. C'est notre patrimoine commun.** L'Etat ne peut pas en même temps, pour des raisons environnementales, apporter des contraintes extrêmes au travers d'un SCOT, qui réduit très fortement le champ des activités en montagne, activités qui font vivre des familles à l'année et créent de la valeur ajoutée sur le territoire, et permettre les conditions d'ouverture de carrières sur ces mêmes espaces dans un temps très court.

Comme vous le savez, la Maurienne accueille en ce moment le grand chantier du tunnel de base du Lyon-Turin. Ce chantier est d'intérêt européen et national et je le soutiens pleinement. Notre vallée et nos habitants subissent donc déjà des contraintes et nuisances importantes dues à ce chantier, au bénéfice de la Nation tout entière, et vont continuer de les subir pendant 10 ans. Les Mauriennais, nos parents, grands-parents, ont déjà accepté des chantiers majeurs comme les principaux barrages hydrauliques dans les années 50 qui rendent aussi un service fondamental aujourd'hui à notre pays. Nous sommes capables d'accepter ces grands chantiers, de subir les contraintes, car nous savons qu'il en va de l'intérêt général. Mais encore une fois, nous avons atteint notre point d'acceptation maximum des contraintes et nuisances importantes qu'ils engendrent, pour ne pas accepter que nos espaces naturels qui font aussi la valeur de notre territoire, soient encore impactés par de nouvelles carrières.

J'ajoute que l'absence d'anticipation sur le ferroutage dans les Alpes et la fermeture du tunnel du Mont-Blanc 3 mois par an pendant 10 ans imposent en plus aux habitants de notre territoire le report des poids lourds et véhicules légers par cette même vallée avec des nuisances qui s'ajoutent encore... **La coupe est donc pleine.**

A force de concentrer les contraintes de toutes sortes sur un territoire, vous risquez de voir la population ne plus adhérer et s'opposer à tous les chantiers. J'estime que pour les 30 prochaines années, la Maurienne, avec le Lyon-Turin, et les carrières existantes, aura largement pris sa part à l'effort national, pour ne pas se voir imposer de nouvelles nuisances. On ne peut pas tout concentrer sur un seul espace de montagne, une seule vallée. Car c'est bien ce qu'il se passe aujourd'hui.

... / ...

Je vous demande, Madame la Première Ministre, avec tous les élus locaux qui ont accepté de signer ce courrier, de stopper immédiatement la démarche de ZSC en Maurienne. Nous avons pris plus que notre part à l'effort national.

Je vous remercie par avance, Madame la Première Ministre, de l'attention que vous voudrez bien accorder à ce courrier, et vous prie d'accepter mes respectueuses salutations.

*Très cordialement*



**Emilie BONNIVARD**

**Copies pour information :**

Bruno Le Maire, Ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

Agnès Pannier-Runacher, Ministre de la Transition énergétique

Christophe Béchu, Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires

François Ravier, Préfet de la Savoie

Laurent Wauquiez, Président du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes

Hervé Gaymard, Président du Conseil départemental de la Savoie

**Cosignataires :**

Yves Durbet, Président du Syndicat de Pays de Maurienne et Maire de La Tour-en-Maurienne

Jacques Arnoux, Maire de Val-Cenis

Philippe Rollet, Maire de Saint-Jean-de-Maurienne

Hervé Genon, Président de la Communauté de Communes Porte de Maurienne et Maire délégué d'Aiguebelle (Val-d'Arc)

Christian Simon, Président de la Communauté de Communes Haute-Maurienne Vanoise

Bernard Chêne, Président de la Communauté de Communes du Canton de la Chambre et

Maire délégué de Saint-François-Longchamp

Jean-Paul Margueron, Président de la Communauté de Communes Cœur de Maurienne Arvan

Cédric Vial, Sénateur de la Savoie

Martine Berthet, Sénatrice et Conseillère départementale de la Savoie

Christiane Brunet, Vice-présidente du Conseil départemental de la Savoie

Patrick Provost, Conseiller départemental de la Savoie et Maire de Saint-François-Longchamp

Nathalie Furbeyre, Conseillère départementale de la Savoie

Olivier Thévenet, Conseiller départemental de la Savoie

Christian Grange, Vice-président du Conseil départemental de la Savoie

Alexandre Albrieux, Maire de Valmeinier

... / ...

Roland Avenière, Maire de Le Freney  
Fabrice Baudray, Maire de Saint-Sorlin-d'Arves  
Jean-Marc Blangy, Maire d'Albiez-le-Jeune  
Roger Blanc-Coquand, Maire de Saint-Pancrace  
Danielle Bochet, Maire déléguée d'Hermillon (La Tour-en-Maurienne)  
Jean-Pierre Rougeaux, Maire de Valloire et Secrétaire général de l'Association nationale des  
Maires de Stations de Montagne.  
Bertrand Mondet, Maire de Saint-Rémy-de-Maurienne  
Benjamin Canot, Maire d'Aiton  
Luc Ollier, Maire de Saint-Martin-d'Arc  
Jérémy Tracq, Maire de Bessans  
Christine Bouclier-Beauchet, Maire de Saint-Pierre-de-Belleville  
Christian Chiale, Maire de Saint-André  
Pierre-Yves Bonnivard, Maire de Saint-Colomban-des-Villard  
Patrick Bois, Maire délégué de Bramans (Val-Cenis)  
Jean-Louis Bougon, Maire délégué de Sollières-Sardières (Val-Cenis)  
Christiane Hustache, Maire de Saint-Jean-d'Arves  
Marc Konareff, Maire de Bonneval-sur-Arc  
Joël Cécille, Maire de Les Chavannes-en-Maurienne  
François Chemin, Conseiller régional et Maire de Fourneaux  
Lionel Combet, Maire de Saint-Martin-sur-la-Chambre  
Sylvain Conti, Maire d'Épierre  
Philippe Falquet, Maire délégué de Pontamafrey-Montpascal (La Tour-en-Maurienne)  
Bernard Fargeas, Maire de Montsapey  
Philippe Girard, Maire de Sainte-Marie-de-Cuines  
Jean-Claude Raffin, Maire de Modane  
Guy Ratel, Maire de Saint-Martin-la-Porte  
Stéphane Robin, Maire de La Chapelle  
Philippe Rossi, Maire de Villargondran  
Gérald Bourdon, Maire délégué de Termignon (Val-Cenis)  
Stéphane Boyer, Maire d'Aussois  
Daniel Crosaz, Maire de Montvernier  
Jacky Démonnaz, Maire de Bonvillaret  
Jean Didier, Maire d'Albiez-Montrond  
Jean-Claude Perrier, Maire d'Argentine  
Marc Picton, Maire de Jarrier  
Laure Pion, Maire de Notre-Dame-du-Cruet  
André Brunet, Maire de Saint-Georges-d'Hurtières  
Jean-Paul Buet, Maire de Montgilbert  
Jean-Marc Buttard, Maire d'Avrieux  
François Rovasio, Maire de Saint-Julien-Montdenis  
Mathilde Sonzogni, Maire de La Chambre  
Jean-François Thiaffey, Maire de Saint-Alban-d'Hurtières

... / ...

François Gravier, Maire délégué de Lanslebourg (Val-Cenis)  
Dominique Lazzaro, Maire de Saint-Etienne-de-Cuines  
Gilles Margueron, Maire de Villarodin-Bourget  
Mickaël Cohin, Maire de Saint-Léger  
Bernard Covarel, Maire de Fontcouverte-la-Toussuire  
Jacqueline Dupenloup, Maire de Saint-Alban-des-Villards  
Aimé Perret, Maire d'Orelle  
Simon Pouchoulin, Maire de Saint-Avre  
Claude Meille, 1<sup>er</sup> adjoint au Maire de Fourneaux  
Jacqueline Menard, Maire déléguée de Lanslevillard (Val-Cenis)  
José Rico-Perez, Maire de Val-d'Arc et maire délégué de Randens  
Sophie Verney, Conseillère départementale de la Savoie et Maire de Montricher-Albanne  
Patrice Fontaine, Maire de Villarembert